

	<p>Montant total de la contribution du budget de l'UE <b>41 000 000 EUR</b></p> <p>Cette action est cofinancée en parallèle par (à titre indicatif):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- BMZ pour un montant de 3 000 000 EUR</li> <li>- Ambassade de France à Madagascar pour un montant de 250 000 EUR</li> <li>- DCI Monaco pour un montant de 300 000 EUR</li> <li>- AFD : 1 500 000 EUR</li> </ul> <p>Contribution des Etats-membres dans le cadre de la TEI Jeunesse à Madagascar (à titre indicatif) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Allemagne : 11 700 000 EUR</li> <li>- France : 39 500 000 EUR</li> </ul>
<b>GESTION ET EXÉCUTION</b>	
<b>13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)</b>	<p>Modalité du projet</p> <p><b>Gestion directe</b> par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Marchés publics</li> <li>- Subventions</li> </ul> <p><b>Gestion indirecte</b> avec les entités à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.4, 4.4.5, 4.4.6 et 4.4.7</p>

## 1.2 Résumé de l'Action

<p>Cette action vise à améliorer la qualité de l'action publique et citoyenne au service du développement à Madagascar.</p> <p>Elle vise à renforcer les capacités des citoyen.ne.s, en tant que détenteurs de droits, à les connaître et jouer ainsi leur rôle de citoyens mais aussi à renforcer les capacités des institutions, de la partie gouvernementale et des communes dans leur contribution efficace au développement de Madagascar. L'action vise ainsi à rapprocher les citoyen.ne.s et les institutions, à renforcer la relation de confiance et de ce fait à renforcer la qualité de l'action publique.</p> <p>Ce programme se base sur une approche holistique (avec un lien clair entre le volet institutionnel et l'appui à la société civile) sur la base des bonnes pratiques de gouvernance au niveau international. En même temps, le programme est pragmatique en se focalisant sur la capitalisation et la continuité d'activités qui ont atteint des résultats concrets par le passé et en ciblant l'application des réformes dans les secteurs d'importance pour la coopération UE.</p> <p>Le programme est structuré autour de deux objectifs spécifiques:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Batir une gestion des finances publiques plus efficace, équitable, transparente dans les secteurs d'importance pour la coopération UE;</li> <li>- Accroître l'engagement citoyen dans le domaine de l'action publique.</li> </ul> <p>L'action se déploiera au niveau national ainsi que dans les cinq principales régions de concentration de l'Union européenne à Madagascar, à savoir Analamanga, Atsimo-Atsinanana, Diana, Haute Matsiatra et Vakinankaratra (rassemblant plus de 35% de la population malgache soit près de 9 millions de personnes, et représentant près de 500 communes soit un tiers environ du total des communes).</p> <p>Pour le Grand Sud, le programme tient compte des financements existants de EUR 2 milliards d'autres partenaires techniques et financiers (PTF), notamment sur les thématiques couvertes par le programme. Afin d'éviter la duplication, le choix a donc été fait (i) que le présent programme soit présent en Androy, Atsimo Andrefana et Anosy (Grand Sud) uniquement à travers le Fonds commun d'appui à la société civile (« FANAINGA ») et (ii) que le présent programme soit présent sur l'ensemble de ses composantes dans la région du Grand Sud Atsimo-Atsinanana uniquement. Par ailleurs, le programme propose de s'aligner dans son choix de régions de concentration avec le programme santé (AAP 2022), le futur programme éducation-formation et avec les programmes en cours sur le 11<sup>e</sup> FED (développement rural).</p> <p>L'action a un budget total de EUR 41 million (hors cofinancements). Elle a une durée de huit ans (2023-2031) afin de couvrir l'ensemble de la période jusqu'au prochain cycle électoral. Elle bénéficie de synergies avec l'action d'appui</p>
--